



Musa Kart, lauréat du Prix international du dessin de presse 2018

«Quelles explications vont-ils donner au reste du monde? Je suis placé en détention pour avoir fait des dessins humoristiques!», avait lancé Musa Kart le 31 octobre 2016, aux journalistes présents lors du raid organisé au sein du journal Cumhuriyet, et qui avait vu l'arrestation d'au moins une dizaine de journalistes.

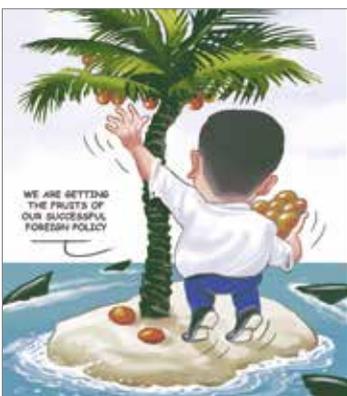
Après neuf mois de détention préventive, suivi d'à nouveau neuf longs mois d'un procès considéré comme le symbole de l'érosion de la liberté de la presse en Turquie, le verdict est tombé la semaine dernière. Accusé avec ses collaborateurs d'avoir aidé le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et le prédicateur Fethullah Gülen, et considéré comme hostile au régime, le dessinateur a été condamné à trois ans et neuf mois de prison. Soumis à un contrôle judiciaire et une interdiction de quitter le territoire, il ne sera pas écroué en attendant les procédures d'appel.

Né dans une famille nombreuse en 1954, à Konya, Musa Kart rejoint Ankara à l'âge de 7 ans lorsque son père est élu député. Alors qu'il étudie l'ingénierie civile, il se met au dessin, et finit par abandonner sa toute récente carrière pour s'emparer pleinement de ses crayons. Il travaille alors pour plusieurs journaux et magazines et réalise des dessins animés pour le programme télévisé «Yaşamdan dakikalar». Il est lauréat du prix Courage in Editorial Cartooning de Cartoonists Rights Network International en 2005, du Press Freedom Award de la Turkish Journalists Association (TGC) en 2006 et du Prix international du dessin de presse de la fondation Suisse Cartooning for Peace / Ville de Genève en 2018.



Un ton libre, sérieux, une farouche défense de la laïcité, des droits des femmes, et de la liberté: Musa Kart est à l'image de son journal, un bastion de la presse indépendante. Le quotidien d'opposition s'est même vu remettre en 2015 le Prix de la liberté de la presse, par l'ONG Reporters sans Frontières. Créée en 1924 à la chute de l'empire ottoman, Cumhuriyet porte la vision d'une Turquie moderne, laïque et parlementaire. Il accompagne la naissance de la République turque, à la même époque, jusque dans son nom: Cumhuriyet, ou «La République».

Musa Kart dessine depuis 25 ans pour Cumhuriyet. Autant d'années que le dessinateur, âgé de 64 ans et aujourd'hui grand-père, défie le régime avec ses crayons, critique les dérives autoritaires du gouvernement en quelques traits, et milite pour un droit fondamental qu'est la liberté de dessiner, et de s'exprimer.



– Nous récoltons les fruits du succès de notre politique extérieure. (Musa Kart)

Sa carrière est marquée par plusieurs affaires judiciaires, comme en 2004: Erdogan, alors premier ministre, porte plainte contre le dessinateur qui l'a représenté sous la forme d'un chat incapable de se dépêtrer d'une pelote de laine, symbole du casse-tête de la politique gouvernementale et de la paralysie politique du futur président. Pour cette métaphore animale guère appréciée, Musa Kart est condamné à payer une amende de 5000 livres turques, soit environ 3000 euros, pour offense à l'image du premier ministre. Solidaires de leur collègue, les dessinateurs de l'hebdomadaire sa-



- Dois-je renoncer au projet que j'ai en tête juste pour deux ou trois arbres?



- La recommandation du chef! Toujours la même.

tirique Penguen répondent en images en caricaturant à leur tour Erdogan sous la forme d'un éléphant, d'une grenouille ou encore d'un chameau. Victime de la vague de répressions qui touchent les médias turcs depuis le coup d'état manqué de juillet 2016, le magazine a aujourd'hui fermé ses portes – officiellement pour raisons financières.

La saga Musa Kart reprend de manière spectaculaire en février 2014, lorsque le dessinateur est placé en examen et risque 9 ans de prison, suite à une plainte pour insulte déposée à nouveau par Erdogan. Ce dernier s'appuie sur un article particulièrement controversé du code pénal, qui caractérise l'insulte au chef de l'Etat. Si l'utilisation de ce moyen juridique n'est pas nouvelle, elle est devenue presque systématique sous sa présidence.

Des centaines de demandes de poursuites au nom de l'article 299 ont été engagées par le président, depuis son élection en août 2014.

Le dessin incriminé ici représente deux voleurs dérobant de l'argent d'un coffre-fort. L'un d'eux s'adresse à l'autre: «Ne te presse pas, notre guetteur est un hologramme». Référence à son apparition, lors d'un meeting, sous la forme d'un hologramme géant, le guetteur n'est autre que le président lui-même. Musa Kart y dépeint son indifférence face à un scandale de blanchiment d'argent rendu public l'année précédente et mettant en cause de nombreuses personnes proches du pouvoir. Acquitté quelques mois plus tard, le dessinateur du Cumhuriyet se disait peu optimiste quant au futur de la liberté d'expression en Turquie.

On ne saurait trop le répéter: les dessinateurs, toujours en première ligne, sont les baromètres de nos démocraties. Comme si Musa Kart avait senti le vent tourner, et anticipé la très inquiétante dégradation de la liberté de la presse en Turquie. Depuis près de deux ans, le pouvoir exerce en effet des pressions sans relâche sur les médias, et adopte des mesures répressives extrêmes contre ceux qui osent critiquer le gouvernement.

Le quotidien d'opposition Cumhuriyet a fait parti des premiers à être visé. L'arrestation de Musa Kart a secoué la communauté internationale de caricaturistes, qui ont répondu immédiatement en diffusant des centaines de dessins de soutien à leur collègue et aux journalistes enfermés à la prison de Silivri, près d'Istanbul. Certains dessins ont même été publiés dans l'encart réservé à Musa Kart dans Cumhuriyet. Sinon, l'espace dévolu au dessinateur vedette du quotidien est resté vide, une case blanche, attendant le retour de son maître après un an de détention préventive. Aussitôt libre, Musa Kart a repris ses crayons et recommencé à dessiner pour son journal.

Après l'énoncé du jugement le 27 avril 2018, qui a vu 14 des 17 prévenus condamnés à des peines de deux à huit ans de prison, les journalistes ont toutefois promis de ne pas se laisser intimider. «Vous aurez honte devant l'histoire» clamait Cumhuriyet sur son site internet le soir du jugement.